

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Tchernobyl-manipulations>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°21 > **Tchernobyl : manipulations, désinformation et répression**

1er avril 2003

Tchernobyl : manipulations, désinformation et répression

Chaque année, au mois de mai, les Ministres de la Santé des pays membres de l'Organisation Mondiale de la Santé se réunissent à Genève, en Assemblée Mondiale de la Santé pour adopter les activités passées et les programmes futurs.

La France sera représentée pour la première fois par le Professeur Mattei et la Direction Générale de la Santé.

En plus des affaires courantes, l'Assemblée Mondiale de la Santé adopte des résolutions d'ordre général et appréhende les textes adoptés précédemment.

Face à la désinformation officielle flagrante des atteintes à la santé de la catastrophe de Tchernobyl, tant dans les régions les plus proches que chez nous en France, il est urgent que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), autorité médicale supérieure dans le système de l'ONU, retrouve sa liberté de parole et d'action en s'affranchissant du joug de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA).

L'accord signé en 1959, à l'aube du lancement de l'« atome pour la paix » entre l'OMS et l'AIEA prévoit en effet des "consultations réciproques en vue d'arriver à un accord" chaque fois qu'il est question de radiation et santé.

Lorsque l'on sait que l'objectif principal de l'AIEA, rappelé dans son article 2, est "la promotion de l'utilisation pacifique (commerciale) de l'énergie atomique pour le bonheur, la santé et le bien être du monde entier", on comprend son refus d'étudier objectivement les conséquences de Tchernobyl. Des extrapolations fantaisistes à partir des effets du flash instantané et très puissant des bombes de Hiroshima et Nagasaki, les conduisent à nier les effets des doses chroniques, incorporées depuis 17 ans par les habitants à partir d'aliments contaminés par le Césium 137 et autres radioéléments. Le 6 février 2003, le modèle dominant dit de "Hiroshima et Nagasaki" a été battu en brèche par une publication, à Bruxelles, du Comité Européen pour les Risques des Radiations (CERR), un groupement de scientifiques indépendants, qui analyse les risques entraînés par l'incorporation de radionucléides, comme à Tchernobyl, à la Hague, au cours des essais nucléaires et lors de l'utilisation d'armes à Uranium 138. Cette publication (lire page 20) a connu un grand retentissement, mais n'est pas encore acceptée dans les cénacles qui en restent à l'innocuité des faibles doses.

Malheureusement, le dogme intangible des 33 morts de Tchernobyl, des 200 irradiés graves et des

2000 cancers de la thyroïde chez l'enfant exclusivement, continue à être diffusé inlassablement par l'AIEA et l'UNSCEAR (Comité Scientifique des Nations Unies sur les effets des Radiations atomiques, qui siège dans les mêmes locaux que l'AIEA à Vienne), ainsi que par toutes les administrations qui en dépendent dans les pays membres.

La délégation française à l'UNSCEAR était dirigée en 2001 par le Professeur Jean-François Lacronique, à présent Directeur de l'Institut de Recherche sur la Sûreté Nucléaire, et par son adjoint le Professeur André Aurengo, membre du Conseil d'Administration d'EDF et responsable de la commission chargée justement... de faire la lumière sur les conséquences de Tchernobyl en France. Dans un interview accordé au Parisien à leur retour de Vienne en juin 2001, ces deux personnalités ont répété, contre toute évidence, le dogme : « 33 morts »...

Ainsi la boucle se referme : Internationalement, l'AIEA musèle l'OMS, et, sur le plan national, selon le même modèle, les autorités supérieures de la Santé font confiance à leurs délégués à ces organismes internationaux pro-nucléaires, en ce qui concerne les effets sanitaires des radiations.

Pour que cette désinformation scandaleuse, destinée tout bonnement à préserver la survie de l'industrie nucléaire, puisse se perpétuer, il est impératif qu'aucune information ne filtre dans les milieux scientifiques et l'opinion publique, diffusée par des scientifiques et médecins indépendants, directement confrontés à l'effroyable réalité en Ukraine au Bélarus et en Russie.

Voilà pourquoi le Professeur Bandajevsky croupit en prison (*), empêché de poursuivre ses travaux sur les dégâts opérés par le césium 137 dans les organismes des enfants où ce radionucléide se concentre depuis 17 ans. On vient d'apprendre que des chercheurs occidentaux travailleraient à l'Institut de Génétique de Minsk, d'où plus aucune information ne doit filtrer sur l'augmentation mesurée en 1996 des malformations congénitales. Toujours à Minsk, le Professeur Nesterenko a les plus grandes difficultés à assurer les mesures de radioactivité dans la nourriture et dans l'organisme des enfants, alors qu'autrefois ses 370 centres de radiométrie recevaient un soutien officiel..

À la veille du 17e anniversaire de Tchernobyl, il est urgent de se battre pour que le Professeur Bandajevsky retrouve la liberté et puisse reprendre ses études.

Au delà de cet exemple tragique, il faut se battre pour la liberté de recherche et de publication, à l'abri des conflits d'intérêts, en France et ailleurs.

Et enfin, à la veille de l'Assemblée Mondiale de la Santé, nous devons exiger l'amendement des termes de l'accord entre l'AIEA et l'OMS. S'il est normal que deux agences de l'ONU soient liés par des accords interagences, pour se tenir mutuellement au courant de leurs démarches, elles doivent cependant rester impérativement libres de poursuivre les objectifs qui leur est fixé par leur Constitution. Pour l'OMS, sa Constitution prévoit : „Informer le plus largement la population sur les risques sanitaires“ ! Egalement dans le domaine de radiation et santé, sans devoir en référer au préalable à l'Agence onusienne chargée précisément de promouvoir le nucléaire.

Au moment où s'ouvre un débat important sur l'avenir énergétique en France et en Europe, seuls des dirigeants et une opinion publique, éclairés sur la dimension inacceptable du risque, seront à même de prendre la seule décision possible : Sortir du Nucléaire !

Deux idées d'actions locales pour faire savoir ce qui se passe à Tchernobyl

1) Expo photos : l'héritage de Tchernobyl. Connaissez-vous les photos de Paul Fusco ? Ce photographe de renommée internationale a réalisé un superbe et bouleversant reportage dans les environs de Tchernobyl. Ces photos sont présentées dans un livre d'art : « L'héritage de Tchernobyl ». Cet ouvrage est diffusé en France exclusivement par le Réseau « Sortir du nucléaire » (on se demande d'ailleurs bien pourquoi on est les seuls...) Il est disponible au prix de 62 euros, port compris. A partir de ce livre, nous avons réalisé une expo photos. Pourquoi ne pas la présenter dans votre ville ? Elle est facile à installer et les frais sont modiques. Pour tout savoir sur les conditions de prêt de cette expo, contactez Nadège au secrétariat du Réseau au : 04 78 28 29 22.

2) Documentaire « Mensonges nucléaires ». Découvrez comment le lobby nucléaire condamne sciemment des cobayes humains à expérimenter dans leur corps des pathologies nouvelles dans le vaste laboratoire des territoires contaminés par Tchernobyl. Ce reportage de 52 mn est un excellent support pour organiser une projection publique. Renseignements : 04 78 28 29 22 - Mail : rezo@club-

Témoignage : Un cancer de la thyroïde

J'ai été opérée à deux reprises en 1993 pour une ablation totale de la thyroïde, j'avais alors 19 ans. Lors de l'histologie, les médecins ont diagnostiqués un carcinome, qui se serait formé 10 ans en arrière... c'est à dire à l'époque du passage du nuage radioactif.

Lors de l'explosion de Tchernobyl, j'avais 9 ans et j'habitais à La Bresse dans les Vosges avec mes parents. Je me souviens de la semaine qui a suivi le drame : il pleuvait à La Bresse, je consommait les légumes du jardin, je cueillais les champignons en forêt et il y en avait beaucoup cette année-là ! Aucune autorité officielle ne nous avait avertis de quoi que ce soit. De plus il n'y a eu aucun suivi des risques, ce fut par hasard que ma mère remarqua un kyste au niveau de mon cou, sans cela, je n'aurais pas atteint l'âge de 25 ans.

Certes, je suis guérie, mais à l'époque j'ai subi un traitement qui m'a amenée à interrompre mes études face aux difficultés à me concentrer, j'avais également pris 30 kg suite à l'hypothyroïdie provoquée. Les traitements subis étaient très lourds : hypothyroïdie totale provoquée pendant un mois (à la fin, je ne pouvais plus monter des escaliers) puis prise d'une dose d'iode très radioactif et isolement dans une chambre plombée où l'on retraitait mes urines pendant une semaine. Mes parents pouvaient me rendre visite avec un tablier plombé.

J'ai dû subir trois fois ce traitement.

De nombreux médecins m'ont dit qu'il est fort probable que la cause de mon cancer soit le nuage radioactif. Un seul a nié en défendant curieusement le gouvernement de l'époque et en me disant que maintenant, j'allais bien, et de quoi je me plaignais !

Or, les cancers de la glande thyroïde des enfants ont été multipliés par 30 autour de la centrale en Russie. Il est donc clair que l'on veut nier l'évidence.

Les gens incompetents doivent subir les conséquences de leurs décisions, et l'on se doit d'informer tout le monde, c'est pourquoi je me bats aujourd'hui avec vous.

Lorsqu'une autre catastrophe nucléaire se présentera, a-t-on prévu de distribuer des capsules d'iode pour les enfants en France ?

Et les gouvernements mettront les décès, malformations, maladies sur le compte de la fatalité.

Aucun effort n'est fait pour que de tels accidents ne se reproduisent plus : la vie humaine n'a donc aucune valeur face à l'argent ?

Karine (de Colmar)

Solange Fernex

(*) pour demander sa libération, signez la pétition en dernière page.